

ISSN : 2409-9791

# NOTES SCIENTIFIQUES

homme et société



**N°4 Juin 2016**

# ***NOTES SCIENTIFIQUES***

## ***homme et société***

*Revue fondée depuis 2014.*

*Editée par la Faculté des Sciences de l'Homme et de la Société,  
Université de Lomé (Togo).*

### ***Equipe éditoriale***

Directeur de publication : Komla ETOU, *Maître de Conférences,*  
Université de Lomé, Togo

Rédacteur en chef : Edinam KOLA, *Maître de Conférences,*  
Université de Lomé, Togo

Rédacteur en chef adjoint : Follygan HETCHELL, *Maître de Conférences,*  
Université de Lomé, Togo

### **Conseil scientifique :**

Professeur Yaovi AKAKPO (Université de Lomé, Togo), Professeur Koffi Ayéchoro AKIBODE (Université de Lomé, Togo), Professeur N'buéké Aдови GOEH-AKUE (Université de Lomé, Togo), Professeur Kodjona KADANGA (Université de Lomé, Togo), Professeur Komi KOSSI-TITRIKOU (Université de Lomé, Togo), Professeur Thiou TCHAMIE (Université de Lomé, Togo), Professeur Koffi Badjow TCHAM (Université de Lomé, Togo).

### **Comité international de lecture :**

Professeur Boureima ALPHA GADO (Université Abdou Moumouni, Niger), Professeur Essè AMOUZOU (Université de Lomé, Togo), Dodji AMOUZOUVI (Maître de Conférences, Université d'Abomey-Calavi, Bénin), Professeur Paul ANOH (Université Félix Houphouët Boigny, Côte d'Ivoire), Professeur Serge-Théophile BALIMA (Université de Ouagadougou, Burkina Faso), Professeur François BART (Université Bordeaux-Montaigne, France), Professeur Adoté Blim BLIVI (Université de Lomé, Togo), Professeur Charles Zacharie BOWAO (Université Marien Ngouabi, Congo), Nicoué BROOHM (Maître de Conférences, Université de Lomé, Togo), Tamasse DANIOUE (Maître de Conférences, Université de Lomé, Togo), Professeur Augustin Kouadio DIBI (Université Félix Houphouët Boigny, Côte d'Ivoire), Professeur Kwami Christophe DIKENOU (Université de Lomé, Togo), Professeur Yao DJIWONOU (Université de Lomé, Togo), Professeur Simon-Pierre EKANZA (Université Félix Houphouët Boigny,

Côte d'Ivoire), Komla ETOU (Maître de Conférences, Université de Lomé, Togo), Professeur Thierry EZOUA (Université Félix Houphouët Boigny, Côte d'Ivoire), Professeur Gilles FERREOL (Université de Franche Comté, France), Professeur Nicoué Lodjou GAYIBOR (Université de Lomé, Togo), Follygan HETCHELI (Maître de Conférences, Université de Lomé, Togo), Lolowou HETCHELI (Maître de Conférences, Université de Lomé, Togo), Edinam KOLA (Maître de Conférences, Université de Lomé, Togo), Professeur Aka KOUAME (Université Félix Houphouët Boigny, Côte d'Ivoire), Komi KOUVON (Maître de Conférences, Université de Lomé, Togo), Professeur Hugues MOUCKAGA, (Université Omar Bongo, Gabon), Vincent OREKAN (Maître de Conférences, Université d'Abomey-Calavi, Bénin), Professeur Mahamade SAVADOGO (Université de Ouagadougou, Burkina-Faso), Koudzo SOKEMAWU (Maître de Conférences, Université de Lomé, Togo), Professeur Boubou SY (Université Gaston Berger de Saint Louis, Sénégal), Professeur Brice TENTE (Université d'Abomey-Calavi, Bénin), Koffi Nutefé TSIGBE (Maître de Conférences, Université de Lomé, Togo), Ibouaïma Fidèle YABI (Maître de Conférences, Université d'Abomey-Calavi, Bénin), Professeur Tanga Pierre ZOUNGRANA (Université de Ouagadougou, Burkina-Faso).

**Comité de rédaction :** Mawusse Kpakpo AKUE ADOTEVI, Tossou ATCHRIMI, Komla ETOU, Follygan HETCHELI, Edinam KOLA, Komi KOUVON, Fernand H. HOUNTON, Kokouvi A. KOKOU, Délyano DZOKA.

**Contact :** *Notes scientifiques, homme et société*  
Faculté des Sciences de l'Homme et de la Société.  
Université de Lomé  
01 BP 1515 Lomé 01-Togo

© FSHS, juin 2016  
ISSN : 2409-9791  
Tous droits réservés

## Sommaire

Editorial.....	3
Instruction aux auteurs.....	5
Bidonville de Katanga dans la zone portuaire de Lomé (Togo) : quelle approche pour son développement? Kwassi Komlan AGBOVI.....	9
Comme des champignons ! Dynamiques de création et processus de dénomination des églises évangéliques dans le 13 <sup>ème</sup> arrondissement de Cotonou, Dodji AMOUZOUVI.....	25
Autonomisation économique de la femme en milieu rural et stratégies genre des acteurs au sein des ménages agricoles à Wahala au Togo, Yaovi WAHARE.....	41
Le capital social à la police nationale au Bénin : une source d'iniquité virtuelle dans la promotion professionnelle, Lucien AGBANDJI.....	59
Le pouvoir politique en pays odzukru (sud de la Côte d'Ivoire) : 1897-1957 Nome Rose de Lima ESSOH.....	77
Le pays lama et nawda dans le circuit de l'esclavage et de la traite négrière : itinéraires, escales et intégration (XVIII <sup>e</sup> au XIX <sup>e</sup> siècle), Yawouvi MANANI....	95
Amélioration par la géomatique de l'accès à l'eau potable dans la commune de Komsilga, Burkina Faso, Lucien OUEDRAOGO et Sebaga GNOUTOU.....	115
Dynamique de la ville d'Atakpamé et mutations des espaces ruraux périphériques, Edem Ankou ESSI, Edinam KOLA et Koffi Ayéchoro AKIBODE...	137
Aménagement et gestion des abattoirs dans la ville de Parakou : quels impacts des infrastructures urbaines sur l'environnement et la sécurité des aliments au Bénin, Georges Agbachi ALE.....	157
Risques sanitaires liés au mode de gestion des riz avariés au port de Cotonou, Désiré ANAGONOU, Odile DOSSOU, Christophe HOUSSOU.....	177
Agroforesterie à base de <i>Irvingia gabonensis</i> et effets socioéconomiques dans la Commune d'Aplahoué, Innocent AKPACA, Alix Servais AFOUDA, Antoine Yves TOHOZIN et Ibouaïma YABI.....	197
Trafic transfrontalier de bois en Casamance : motifs d'implication des populations dans la destruction de leur patrimoine forestier, Moussa Mamadou BALDE.....	213
Les pratiques de conservation de la terre dans les villages reliques de la ville d'Abidjan (Côte d'Ivoire) : le cas d'Adjamé-village, Barnabé Cossi HOUEDIN...	235
Pratiques matrimoniales, religions et revenus agricoles de contre-saison dans le bassin occidental du Mayo-Kebbi au Tchad : des dissemblances socioéconomiques, Ludovic Baïsserné PALOU.....	251
La transhumance, source de conflits dans la commune de Labgar (Sénégal), Mamadou Demba BA, Boubou Aldiouma SY et Oumar DIOP.....	275
Notes biographiques sur le Capitaine Laurent : présentation et problèmes de recherche, Blesson Florent SOHI.....	301



## **Editorial**

Malgré les difficultés structurelles et de financement qui font encore obstacle à sa dynamique créatrice et à son expansion, on ne peut plus dire de la recherche africaine en sciences littéraires, humaines et sociales qu'elle n'est qu'un « tigre de papier ».

Depuis le 19<sup>e</sup> siècle, les « études africaines » mobilisaient des africanistes occidentaux, des instituts coloniaux et des intellectuels africains de la diaspora. Ceux-là avaient fait un travail important de pionniers dans le domaine de « la connaissance du monde noir ». La vérité est que les thématiques, les approches et les résultats qui sont les leurs ont été au centre des querelles d'approches qui ont lancé et entretenu, en Afrique postcoloniale, des travaux de littérature, de philosophie, d'anthropologie, de sociologie, d'histoire, de géographie, de linguistique.

Depuis la période postcoloniale où elle s'opérait à l'intérieur des grandes écoles, des universités et des centres, la recherche africaine a certainement évolué et peut s'honorer de résultats certains. Les indicateurs de cette évolution sont au moins la quantité des travaux publiés, la progression exponentielle de la courbe des inscriptions des enseignant-chercheurs et des chercheurs sur les listes de reconnaissance scientifique, la prolifération des revues scientifiques.

Ces indicateurs de vitalité de la recherche ne doivent pas nous distraire sur la réalité d'une présence scientifique africaine peu affirmée dans les espaces de débats scientifiques dominants. Il est normal que la recherche africaine, acculée de fournir les preuves de ses enjeux dans le développement national, fasse de son environnement immédiat et ouvert, son terrain empirique de prédilection. Mais l'impératif de sa présence/reconnaissance dans un monde, résolument ouvert et hostile à la faiblesse et à l'amateurisme, l'interpelle à parier davantage sur la qualité de ses résultats. L'histoire des sciences montre bien que l'appréciation de la qualité des résultats repose toujours sur un discours de circonstance ; les travaux de qualité sont ceux qui deviennent dominants à des moments donnés.

Depuis quelques années, le Comité technique spécialisé Lettres et sciences humaines du Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES) a de la peine à suivre l'obligation pour elle d'accorder plus de crédit aux résultats publiés dans des revues indexées. Nous pensons modestement qu'une des issues c'est la reconsidération de l'orientation éditoriale des organes de publication scientifique de l'espace CAMES et des autres espaces africains de reconnaissance scientifique.

Nous devons nous rendre compte que l'orientation éditoriale des *Annales* de faculté, reprise systématiquement par les revues de laboratoire, orientation qui consiste à réunir des textes disparates, parfois sans enjeux épistémologiques attestés, dans des publications périodiques, a fait, peut-être déjà, son temps. L'option éditoriale dont le CAMES a besoin pour les organes de publication de son espace doit être, nous semble-t-il, celle qui inscrit les résultats africains dans tout espace intellectuel ouvert de négociation de la preuve.

Cette réorientation éditoriale peut être portée par des revues spécialisées qui se donnent d'organiser leurs numéros et volumes autour de thématiques et problématiques réelles, novatrices et ouvertes. Une telle réorientation de ligne éditoriale doit revenir à installer nos publications périodiques, et les autres ouvrages, dans la suite continue et/ou discontinue de réelles controverses scientifiques (thématiques, problématiques, approches, thèses) d'où se justifient et se reconnaissent, leurs portées épistémologiques.

Cette option de réorientation éditoriale des publications périodiques et des ouvrages de l'espace CAMES est celle que cherche à porter notre faculté en fondant notre revue *Notes scientifiques, homme et société*.

Yaovi AKAKPO

Doyen de la Faculté des sciences de l'homme et société (FSHS)

## Instruction aux auteurs

### *Revue Notes scientifiques, homme et société*

La Revue *Notes scientifiques, homme et société*, éditée par la Faculté des Sciences de l'Homme et de la Société (FSHS) de l'Université de Lomé, est un espace de diffusion de travaux originaux qui relèvent du domaine des sciences de l'homme et de la société. Elle publie des articles originaux, rédigés en français ou en anglais, non publiés auparavant et non soumis pour publication dans une autre revue. Les normes qui suivent ont été révisées pour être conformes aux nouveaux textes adoptés par le Comité technique spécialisé « Lettres et sciences humaines » lors de sa 38<sup>e</sup> session des consultations des CCI, tenue à Bamako du 11 au 20 juillet 2016. Tous les auteurs sont conviés à les respecter scrupuleusement avant l'envoi du manuscrit final.

#### 1. Les manuscrits

Un projet de texte, soumis à évaluation, doit comporter un titre (Times New Roman, taille 12, Lettres capitales, Gras), la signature (Prénom(s) et NOM (s) de l'auteur ou des auteurs, l'institution d'attache), l'adresse électronique de (des) auteur(s), le résumé en français (250 mots), les mots-clés (cinq), le résumé en anglais (du même volume), les keywords (même nombre que les mots-clés). Le résumé doit synthétiser la problématique, la méthodologie et les principaux résultats.

Le manuscrit doit présenter les éléments structurant un texte scientifique : introduction ; problématique ; hypothèse ; approche ; résultats et discussion ; conclusion ; références bibliographiques. Dans ce contexte, les articles de recherche théorique pourront être présentés en trois moments : l'introduction, le développement et la conclusion. En revanche, les articles issus de recherche empirique, à l'instar des recherches expérimentales, auront une architecture : introduction, matériel et méthode, résultats et discussion, conclusion.

Les notes infrapaginales, numérotées en chiffres arabes, sont rédigées en taille 10 (Times New Roman). Réduire au maximum le nombre de notes infrapaginales. Ecrire les noms scientifiques et les mots empruntés à d'autres langues que celle de l'article en italique (*Adansonia digitata*).

Le volume du projet d'article (texte à rédiger dans le logiciel word, Times New Roman, taille 12, interligne 1.5) doit être de 30 000 à 40 000 caractères (espaces compris).

Les titres des sections du texte doivent être numérotés de la façon suivante :

**1. Premier niveau, premier titre (Times 12 gras)**

***1.1. Deuxième niveau (Times 12 gras italique)***

***1.2.1. Troisième niveau (Times 12 italique sans le gras)***

**2. Les illustrations**

Les tableaux, les cartes, les figures, les graphiques, les schémas et les photos doivent être numérotés (numérotation continue) en chiffres arabes selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Ils doivent comporter un titre concis, placé au-dessus de l'élément d'illustration (centré). La source (centrée) est indiquée au-dessous de l'élément d'illustration (Taille 10). Il est important que ces éléments d'illustration soient d'abord annoncés, ensuite insérés, et enfin commentés dans le corps du texte.

La présentation des figures, cartes, graphiques, ... doit respecter le miroir de la revue qui est de 16 x 24 cm. Ces documents doivent porter la mention de la source, de l'année et de l'échelle (pour les cartes).

**3. Notes et références**

3.1. Les passages cités sont présentés entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépassent trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en retrait, en diminuant la taille de police d'un point.

3.2. Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, des façons suivantes :

- (Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'auteur, année de publication, pages citées) ;

- Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées).

Exemples :

- En effet, le but poursuivi par M. Ascher (1998, p. 223), est « d'élargir l'histoire des mathématiques de telle sorte qu'elle acquière une perspective multiculturelle et globale (...), d'accroître le domaine des mathématiques (...) »

- Pour dire plus amplement ce qu'est cette capacité de la société civile, qui dans son déploiement effectif, atteste qu'elle peut porter le développement et l'histoire, S. B. Diagne (1991, p. 2) écrit :

Qu'on ne s'y trompe pas : de toute manière, les populations ont toujours su opposer à la philosophie de l'encadrement et à son volontarisme leurs

propres stratégies de contournements. Celles là, par exemple, sont lisibles dans le dynamisme, ou à tout le moins, dans la créativité dont fait preuve ce que l'on désigne sous le nom de secteur informel et à qui il faudra donner l'appellation positive d'économie populaire.

- Le philosophe ivoirien a raison, dans une certaine mesure, de lire, dans ce choc déstabilisateur, le processus du sous-développement. Ainsi qu'il le dit :

le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale : crise socio-économique (exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux), mais aussi crise socioculturelle et de civilisation traduisant une impréparation socio-historique et une inadaptation des cultures et des comportements humains aux formes de vie imposées par les technologies étrangères. (S. Diakité, 1985, p. 105).

**3.3.** Les sources historiques, les références d'informations orales et les notes explicatives sont numérotées en continue et présentées en bas de page.

**3.4.** Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit :

NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Titre, Lieu de publication, Editeur, pages (p.) pour les articles et les chapitres d'ouvrage uniquement.

Le titre d'un article est présenté entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2<sup>nd</sup>e éd.).

**3.5.** Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur.

Par exemple :

### **Références bibliographiques**

AKIBODE Ayéchoro Koffi, 1987, *Colonisation agraire et essor socio-économique dans le Bassin de la Kara*, Lomé, Mission Française de Coopération, Presses de l'Université du Bénin.

AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan.

AUDARD Cathérine, 2009, *Qu'est-ce que le libéralisme ? Ethique, politique, société*, Paris, Gallimard.

BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, Paris, PUF.

- CAMILLE Michael, 2000, « Before the Gaze. The Internal Senses and Late Medieval Practices of Seeing », in R. Nelson (dir.), *Visuality Before and Beyond the Renaissance. Seeing as Others Saw*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 197-223.
- DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », *Diogenes*, 202, p. 145-151.
- DIAKITE Sidiki, 1985, *Violence technologique et développement. La question africaine du développement*, Paris, L'Harmattan.
- DI MEO Guy, 2000, *Géographie sociale et territoires*, Paris, Nathan.
- DELORD Jacques, 1961, « Notes et commentaires du texte de Léo Frobenius sur les Kabrè », in *Le Monde Non-chrétien*, nouvelle série, n°59-60, p. 101-172.
- KOLA Edinam, 2007, « Stratégies d'adaptation à la crise et revenus paysans dans une économie de plantation en crise : l'exemple de l'Ouest de la Région des Plateaux au Togo », *Annales de l'Université de Lomé*, série Lettres et Sciences Humaines, Tome XXVII-2, Lomé, Presses de l'Université de Lomé, p. 77-89.

**Pour les travaux en ligne ajouter l'adresse électronique (URL).**

Par exemple :

PIERRE Véronique, 2006, Règles typographiques de base, disponible en ligne sur <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/20/fr/> (consulté le 02 janvier 2016).

NB : Les manuscrits corrigés doivent être envoyés à la rédaction à l'adresse suivante : [notes.scientifiques@gmail.com](mailto:notes.scientifiques@gmail.com) avec copie à [edikola@yahoo.fr](mailto:edikola@yahoo.fr).

La rédaction

## **BIDONVILLE DE KATANGA DANS LA ZONE PORTUAIRE DE LOME (TOGO) : QUELLE APPROCHE POUR SON DEVELOPPEMENT LOCAL ?**

Kwassi Komlan AGBOVI  
*Université de Lomé*

*Résumé* : Le présent article a pour objectif d'analyser les différentes formes de participation de la population du bidonville de Katanga à la réalisation des ouvrages d'hygiène et de salubrité publique. Les données sont collectées auprès des différents acteurs sur le site à travers les questionnaires et le guide d'entretien. L'analyse a montré que les habitants de Katanga, grâce à la mise en place du Comité de Développement Local (CDL), ont participé aux travaux de rénovation des latrines publiques et des kiosques d'eau et à la mise en place du dispositif de ramassage des ordures. Leur participation a pris différentes formes telles que l'identification des besoins prioritaires, la contribution en main-d'œuvre, la gestion des ouvrages et l'entretien des équipements.

*Mots clés* : bidonville, développement local, participation communautaire, latrines publiques, kiosques d'eau.

*Abstract*: This article seeks to assess the various types by which the people of Katanga ghetto contributed in building public toilet facilities. Data were collected on field with various stakeholders through questionnaires and interview guide. Analysis showed that by setting up a Local Development Committee (LDC), the people of Katanga, contributed in renewing public toilets and water stations and set up a system for household waste removal. Their contribution took various forms including priority needs identification, contribution in labour, building and equipments management. However, access to these facilities remains a challenge for some people as access fees seem to be high.

*Keywords*: ghetto, local development, community contribution, public toilets, water station.

## **Introduction**

L'une des démarches qui cadrent avec le développement communautaire, en ces dernières décennies, est l'approche participative. Elle est utilisée aussi bien par les acteurs externes à la communauté (Etat, OSC) que par les populations elles-mêmes. En effet, les populations des bidonvilles, parce que souvent marginalisées et exclues, (A. Durand-Lasserve, 1986), font usage de cette approche pour conduire le processus de développement de leur site.

Les habitants des bidonvilles conçoivent et mettent eux-mêmes en exécution le plan de développement local de leurs zones avec l'appui de certaines organisations de la société civile (OSC) et partenaires en développement. C'est le cas du bidonville de Katanga dans la zone portuaire de Lomé au Togo, « qui n'est l'objet d'aucune opération de planification urbaine » selon A. Spire (2009, p. 82). Le développement de ce quartier se base sur des structures locales mises en place pour inciter les populations à mener les activités communautaires.

Cet article a pour objectif d'analyser l'importance de l'approche participative dans le développement communautaire du bidonville de Katanga. Il s'inscrit dans la théorie du changement social centré sur l'approche participative, facilitée par des organisations à base communautaire, structures motrices du développement dans ledit bidonville. Pour cela, il s'agit dans un premier temps d'explicitier les contraintes du développement dans le bidonville de Katanga et d'analyser ensuite l'approche participative facilitée par l'organisation sociale pour le développement communautaire.

- **Contraintes du développement dans le bidonville de Katanga**

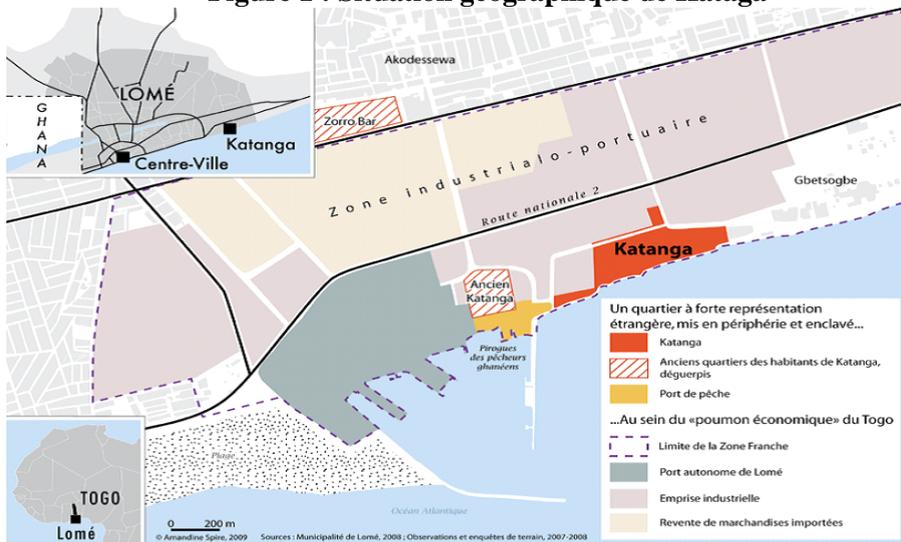
Les bidonvilles sont souvent caractérisés par (i) le manque des services de base plus principalement l'accès à l'eau potable et l'assainissement (toilettes et latrines), mais aussi l'électricité, et la gestion des déchets; (ii) la non-conformité des habitations aux normes municipales et nationales de construction (mauvais matériaux de construction); (iii) plusieurs personnes partagent la même pièce pour dormir, manger, voire travailler; (iv) l'absence d'assainissement; (v) la précarité du logement; (vi) la pauvreté et l'exclusion sociale. (Davis, 2006; UN-Habitat, 2003).

Selon S. Houiller (2013, p. 54), les bidonvilles sont « des structures officiellement illégales puisqu'ils ont été construits sans autorisation sur des terrains privés ou appartenant à l'Etat et sans aucun plan d'urbanisme défini ». En effet, les sites d'installation des bidonvilles ne sont pas viabilisés, c'est-à-dire ne disposent pas d'infrastructures caractéristiques du milieu urbain ».

La littérature sur les bidonvilles prouve que les habitants de ces sites ne disposent pas de moyens appropriés pour intégrer les structures de la ville ; pour cela, ils portent leur préférence sur la périphérie marginalisée avec très peu de structures de développement (D. Kalifa, 2013 ; L. Favreau et L. Fréchette 2002 ; H. Laroussi 2009).

Comment se présente alors l'état du bidonville de Kantaga dans la zone portuaire de Lomé ? Situé dans le canton de Baguida, sur le rivage de la mer dans la zone portuaire, Katanga présente une situation similaire aux caractéristiques des bidonvilles citées plus haut. Il couvre un périmètre de 2,90 km et s'étend sur une superficie de 18,1 ha. La figure 1 présente la situation géographique de Kataga.

**Figure 1 : Situation géographique de Kataga**



Sources : Municipalité de Lomé et relevés de terrain (2008). Conception et réalisation A. Spire, 2009.

Sa population varie selon les saisons ; les pêcheurs venus majoritairement du Ghana repartent dans leurs localités à la fin des activités halieutiques pour ne revenir plus tard qu'à la prochaine saison. Ce qui rend instable la démographie. Le recensement effectué par l'ONG Union Chrétienne des Jeunes Gens (UCJG) estime la population de Kataga à 5649 habitants dont 46% d'hommes et 54% de femmes répartis dans 1060 ménages. Et la population jeune représente 50% de la population totale.

Il est communément appelé «village des pêcheurs » du fait de l'activité halieutique qui y est densément développée par les gens venus du Ghana. Selon A. Spire (2009, p. 82),

La spécialisation des Anlo dans la pêche artisanale à l'aide de pirogue est à l'origine d'une migration du groupe tout le long du littoral du Golfe de Guinée qui joue un rôle crucial dans l'économie de la sous-région, soutenant les migrations entre États et les liens entre ethnies (...) Les pêcheurs ghanéens émigrés, piroguiers et artisans, se trouvent tout le long de la côte d'Afrique de l'Ouest jusqu'au Congo.

Le quartier de Katanga est une zone insalubre dont les habitations, non conformes aux normes municipales et nationales, sont construites avec des matériaux usagés et de récupération (ferrailles, cartons et contreplaqués, tôles rouillées, claies...). Il y est observé une insuffisance chronique des services sociaux de base, principalement l'eau potable, les latrines et l'électricité. Il manque aussi des structures visant à améliorer la situation sanitaire globale de l'environnement dans ses différents composants (collecte, traitement et évacuation des déchets liquides et solides) entraînant la création des dépotoirs sauvages aux alentours des concessions avec un grand risque de propagation de maladies. Sur les photos 2, 3 et 4, on observe les tas d'ordures déposées dans les rues, à la plage et au long de la clôture délimitant la zone portuaire.

**Photo 2 : Ordures dans la rue**



**Photo 3 : Dépotoir créé au long de la clôture de la zone portuaire**



*Source : Clichés de l'ONG UCJG, Novembre, 2012.*

**Photo 4 : Dépotoir à la plage**



*Sources : Clichés de l'ONG UCJG, Novembre, 2012.*

Les dépotoirs sauvages sont créés dans toutes les artères du quartier et la plage sert de lieu de défécation pour les habitants. Les ordures sont jetées à ces milieux vacants à cause de l'absence des infrastructures. Dans ces conditions, les plastiques, les papiers d'emballages et les résidus de cuisine jetés sur ces dépotoirs sont traînés par le vent dans les sources d'approvisionnement d'eau (les puits et citernes) creusées à même le sol. C'est également sur ces dépotoirs que certains habitants défèquent ou jettent leurs excréments emballés dans des plastiques.

Par ailleurs, Katanga est un quartier plus ou moins enclavé parce qu'aucune route goudronnée ne le traverse. Comme le constate A. Spire, les taxis qui font le transport en commun à Lomé ne rentrent pas dans le quartier qui est par ailleurs invisible depuis la route littorale très fréquentée reliant Lomé à Aného. Ainsi, *« pour rejoindre le centre-ville depuis Katanga, il faut marcher à travers les rues de sable du quartier puis parcourir les routes goudronnées de la zone industrialo-portuaire avant de se placer sur la route principale à des arrêts de taxis improvisés »* (A. Spire, 2009, p.83)

Les sources de revenu des habitants de Katanga sont essentiellement liées aux activités de pêche. Le processus consiste à ce que les responsables des pirogues et des filets recrutent les habitants afin qu'ils mènent des activités de pêche pour eux. A chaque pause et retrait de filet pour capture des poissons les ouvriers sont payés en moyenne 15 000 à 20 000 FCFA. Mais, le caractère irrégulier et saisonnier de cette activité ne

permet pas aux jeunes ouvriers de faire face aux dépenses quotidiennes et de constituer de l'épargne pour des éventuels événements pouvant nécessiter des dépenses; d'où leur vulnérabilité économique.

Face à cette situation de précarité des conditions d'existence, des approches de solution ont été initiées : la rénovation des latrines publiques, la construction des kiosques d'eau et le ramassage des ordures à l'aide des tricycles. Quels sont les facteurs pouvant expliquer ces initiatives communautaires ? Ces solutions aux problèmes d'hygiène et assainissement du quartier ont-elles été possibles grâce à la participation des habitants de Kataga ? Pour apporter des éléments de solution à ces interrogations, nous partons du présupposé selon lequel la réalisation de ces infrastructures socio sanitaires dans le quartier Kataga s'explique par la participation de la population rendue possible grâce à la mise en place des structures locales chargées d'organiser les actions de développement communautaire.

Cette étude a pour objectif d'analyser le niveau de participation des habitants de Kataga dans la réalisation des ouvrages d'hygiène et de salubrité publique dans leur quartier grâce à l'appui financier et technique des partenaires.

- **Cadre de référence théorique et approche méthodologique**

### **2.1- Cadre théorique**

La réflexion sur l'approche du développement du quartier de Katanga nécessite d'aborder la question sous l'angle du changement social et de la participation communautaire. Selon H. Mendras et M. Forsé, (1983, p.45), le changement social est : « Toute transformation observable dans le temps, qui affecte, d'une manière qui ne soit pas que provisoire ou éphémère, la structure ou le fonctionnement de l'organisation sociale d'une collectivité donnée et modifie le cours de son histoire ».

C'est dans cette logique que la population de Katanga inscrit sa stratégie de développement : participer à changer le fonctionnement de l'organisation sociale par le truchement de leurs propres structures installées dans la communauté. D'où l'approche participative dans le processus du développement communautaire.

L'expérience de l'approche participative est, comme le dit M. Ameur, (2000), le produit d'une rencontre entre le leadership populaire issu des communautés locales et d'organisations non gouvernementales (ONG) qui assurent, par leurs compétences, un soutien professionnel nécessaire au développement. Cette démarche est « *interactive et basée sur l'instauration d'un dialogue permanent entre services techniques et populations* » (Z. E. Guéhi, Y. A. Grouhé, I. Koné, 2015; p. 567).

Cela voudrait signifier que le travail d'organisation communautaire s'articule autour d'un processus qui permet à des communautés locales de commencer par répondre à des besoins de base en matière de santé, d'éducation, d'hygiène et d'assainissement, d'emploi... (L. Favreau et L. Fréchette, 1991; F. Navez-Bouchanine, 2003). En d'autres termes, le développement participatif désigne un ensemble d'approches et de techniques qui ont en commun de valoriser l'implication des populations et partenaires dans la définition et/ou la mise en œuvre des interventions, en opposition à des formes d'intervention externes (J-P. Chauveau et P. Lavigne-Delville, 2013; J. Cohen et N. Uphoff, 1980).

Ainsi, l'implication de la population de Katanga dans la réalisation des ouvrages de développement a permis d'augmenter l'efficacité des interventions par un meilleur ciblage de leurs réels besoins et la gestion au quotidien des infrastructures ; ce qui a créé une dynamique et des capacités nécessaires au développement au sein de la communauté. Dans ce cas de Katanga, le cadre théorique s'est concentré sur l'analyse de la participation communautaire à travers les activités de salubrité publique.

## ***2.2- Méthodologie***

La recherche est menée à travers une revue documentaire sur le bidonville d'une part et une approche mixte (quantitative et qualitative) de collecte des données sur le terrain d'autre part. Au niveau quantitatif, les critères d'inclusion dans l'échantillon sont les suivants : avoir 18 ans et plus et être résident à Katanga pendant au moins un an. Sur ces critères et partant de la population totale de Katanga, on dénombre 2145 habitants qui ont 18 ans et plus. Ne pouvant pas interroger toute cette population-cible, nous avons décidé de prendre de façon aléatoire 6,7% du total, soit 143 habitants pour constituer l'échantillon auquel les questionnaires ont été administrés. En ce qui concerne la démarche qualitative, 13 entretiens ont été organisés dont 10 entretiens individuels semi-structurés avec les membres de la communauté et 3 focus group (avec un groupe de jeunes, un groupe de femmes et un groupe d'hommes) de toutes les couches sociales confondues. Les outils conçus pour la collecte des données (le questionnaire et les guides d'entretien) ont porté sur l'organisation sociale, les formations des habitants, le niveau d'implication et de participation des habitants aux activités communautaires de développement. Les données collectées sont présentées et analysées dans la rubrique suivante.

## **3. Présentation et discussion des résultats**

Le constat sur lequel les experts en aménagement urbain sont unanimes est que dans les bidonvilles, les habitants luttent pour leur survie,

innovent en mobilisant des ressources, créent leurs propres emplois et transforment leur environnement. Selon P-N. Denieuil et H. Laroussi, (2005), les déshérités ne sont pas des victimes passives, ils réagissent aux situations qui se présentent à eux. C'est ainsi qu'avec l'appui de l'Union Chrétienne des Jeunes Gens (UCJG), une organisation de la société civile, la population de Katanga a acquis une expérience dans la gestion des projets et le processus de son développement par l'entremise des structures locales.

### **3.1. Mise en place du CDL et mobilisation communautaire**

Cette partie présente les conditions d'acquisition des compétences en matière de mobilisation communautaire à travers la création du Comité de Développement Local (CDL). A partir du décret n° 2012-005/PR relatif aux comités de développement à la base (CDB), la population de Katanga a mis en place un Comité de Développement Local (CDL) ayant pour vocation de: (i) susciter chez les populations locales, l'esprit de participation au développement de leur quartier dans une perspective de lutte contre la pauvreté et l'exclusion ; (ii) mobiliser les ressources locales pour la résolution collective des problèmes de développement de la communauté; (iii) aider à identifier les problèmes touchant au développement du quartier; (iv) aider à la conception et à la réalisation des projets locaux ; (v) canaliser et soutenir les initiatives locales de développement économique, social et culturel axées essentiellement sur une auto- assistance.

Le CDL est composé de 7 membres émanant des structures de décision et d'animation de la vie de Katanga. Il s'agit des représentants de la chefferie et du CVD de Baguida, des représentants des pêcheurs, les femmes transformatrices de poisson et conservatrices. C'est une organisation représentative de toutes les couches de la population concernée avec les cinq (5) commissions suivantes : (i) la commission de surveillance, (ii) la commission de gestion des latrines, (iii) la commission de gestion des kiosques à eau, (iv) la commission de gestion de l'école primaire (COGEP) et (v) la commission de gestion de la santé (COGES).

Dans la logique de rendre la population acteur de son propre développement, le CDL a organisé des sessions de formation sur des différentes thématiques :

- 25,7% de l'ensemble des enquêtés ont déclaré avoir bénéficié de la formation des pairs éducateurs;
- 30% de l'échantillon ont bénéficié de la formation sur le plaidoyer et la mobilisation sociale.

Suite aux formations reçues, les pairs-éducateurs et les chargés de mobilisation communautaire ont organisé des séances de sensibilisation d'une part sur l'hygiène, la gestion des dépotoirs sauvages et l'arrêt de la défécation dans les espaces vacants, et d'autre part sur la participation de la communauté aux activités de développement.

### **3.2. Contribution de la communauté à la réalisation des infrastructures**

Il est démontré qu'en matière de développement, la pérennisation d'un ouvrage communautaire ne peut être garantie que lorsque la population bénéficiaire participe à sa réalisation. A ce niveau, le rôle de la population est d'identifier ses besoins et proposer des solutions, de participer à l'exécution, à la gestion, au suivi et à l'entretien des activités.

Il s'agit ici d'analyser le niveau de contribution des habitants de Katanga dans la construction des infrastructures en l'occurrence les latrines publiques et les kiosques d'eau d'une part et dans le dispositif du ramassage des ordures d'autre part.

Dans le cadre du développement de Katanga, le CDL a procédé à la mobilisation communautaire pour l'identification de leurs besoins prioritaires et la recherche des solutions avec l'accompagnement des partenaires en développement tels que l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), l'Agence Française de Développement (AFD), l'Union Chrétienne des Jeunes Gens (UCJG). C'est cette collaboration qui a finalement abouti à la réalisation des infrastructures socio sanitaires telles que les latrines publiques, les kiosques d'eau et les mécanismes de salubrité publique. En effet, le CDL, avec l'appui technique et financier de l'OIF a pu rénover sept (7) latrines publiques et sept (7) points d'eau dans la communauté, il a aussi mis en place un dispositif du ramassage des ordures grâce à l'accompagnement de l'ONG UCJG. L'analyse des données collectées révèle que les habitants de Katanga ont réellement contribué à la mise en place de ces ouvrages dans leur quartier. Le tableau ci-après présente le type de participation utilisée par la communauté.

**Tableau 1 : Répartition des enquêtés selon le type de participation**

Formes de participation	Effectif	%
Contribution financière	2	1,4
Contribution matérielle	00	00
Contribution en main d'œuvre	141	98,6
Total	143	100

*Source : Données de terrain, mai 2016.*

Il ressort des données que les habitants de Katanga ont été les ouvriers de la réhabilitation des infrastructures : 98,6% des personnes

enquêtées ont confirmé que c'est à travers la main d'œuvre que la communauté a participé à la réalisation des ouvrages. Les maçons, les menuisiers, les ferrailleurs et les plombiers qui ont travaillé sur les chantiers proviennent directement de la communauté. La photo suivante montre les latrines publiques construites avec la participation des habitants de Kataga.

**Photo 5 : Latrines publiques**



*Sources : Photo prise le 25 Novembre 2016 par K. K. Agbovi.*

En dehors de la participation à la réalisation des ouvrages à travers la main-d'œuvre, il revient au CDL d'organiser leur gestion au quotidien. En effet, dès les débuts de la gestion, il a été demandé à chaque usager de payer une somme de 25 F CFA pour la satisfaction des besoins. Par la suite, le montant a connu une augmentation de 100% sans explication préalable à la population et sans aucune sensibilisation.

L'amélioration de la source d'eau constitue l'une des priorités des habitants de Katanga. A cet effet, 7 kiosques d'eau ont été installés dans le quartier et la photo 6 en est un exemple. C'est un bâtiment construit avec un réservoir d'eau posé au-dessus de la dalle. Un appareil suppresseur y est installé pour conduire l'eau dans le réservoir afin de desservir la population.

**Photo 6: Kiosque d'eau potable**



*Sources : Photo prise le 25 Novembre 2016 par K. K. Agbovi.*

Concernant les kiosques, 82,3% des enquêtés affirment que cette source d'approvisionnement d'eau utilisée par leur ménage respecte les normes d'assainissement confirmant ainsi l'amélioration d'usage d'eau propre par la population. « Auparavant, nous utilisions de l'eau de puits polluée par les ordures que nous jetions partout dans l'environnement. Aujourd'hui, grâce à l'appui apporté par les partenaires à notre CDL, nous disposons d'eau de source protégée. » (Propos d'un chef de ménage ; 52 ans).

Dans l'objectif de pérenniser les ouvrages, le CDL perçoit 25 FCFA pour un bidon de 50 litres; ce montant perçu est en principe utilisé pour entretenir les kiosques et motiver les contrôleurs et vendeurs d'eau.

En plus des latrines publiques et des kiosques d'eau, l'une des activités déterminantes à laquelle les habitants de Katanga ont participé est le ramassage des ordures dans les artères du quartier et à la plage avec les tricycles mis à leur disposition par l'UCJG. Ces engins sont pilotés par des jeunes identifiés dans la communauté et formés pour ramasser de maison en maison les ordures domestiques. Les ordures ramassées dans le quartier sont directement acheminées au dépotoir terminal d'Adamavo, un quartier situé au nord-est de Katanga. La photo 7 montre un tricycle de ramassage d'ordures à l'effigie de l'UCJG/YMCA.

**Photo 7 : Tricycle de ramassage d'ordures dans le quartier de Katanga**



*Source : Cliché de l'UCJG, Mars 2014.*

Comme participation à l'entretien des tricycles de ramassage, le CDL a fixé une somme de 200 FCFA que doit verser mensuellement chaque bénéficiaire du ramassage des ordures. Le salaire des jeunes conducteurs et les frais de carburant sont assurés par l'UCJG dans la logique de l'accompagnement de la communauté dans son processus du développement.

Dans la pratique du développement à la base, l'entretien comme forme de participation constitue la condition sine qua non de l'accompagnement des partenaires. C'est pour cela que ces différentes contributions sont demandées aux habitants usagers dans le but d'assurer l'entretien des ouvrages et des équipements. Cependant, il est à noter qu'une partie de la population éprouve des difficultés à accéder aux ouvrages avec prétexte que le montant à payer pour avoir accès aux services de base est élevé. Cette situation a créé des frustrations et des réticences auprès de la population. Certains ont refusé d'utiliser les latrines publiques, avec résurgence des habitudes de défécation dans les espaces vacants.

Les résultats des recherches de L. Favreau et L. Fréchette (2008) sont similaires au cas de Katanga et démontrent que le travail d'organisation communautaire dans beaucoup de pays de l'Amérique latine s'articule autour d'un processus qui permet la participation des communautés pour

répondre à des besoins de base en matière de santé, de logement, d'hygiène... Au Pérou, dans le bidonville de Villa el Salvador par l'appui des ONG, les habitants ont fortement contribué à l'aménagement de leur site par la reconstruction de leurs habitations et des ouvrages socio sanitaires. Aussi, l'étude de S. Houiller (2014) sur les bidonvilles en Inde, avec l'accent mis sur le modèle d'habitat, donne les résultats identiques à ceux de cette recherche sur Katanga en révélant que les habitants du bidonville de Chennai ont participé activement au projet de réhabilitation de leur site avec l'appui du gouvernement par l'identification des besoins prioritaires et la mise en œuvre du projet. Enfin, le projet Eau et assainissement, bidonvilles de Rio de Janeiro au Brésil 1988-1996 par la Banque Brésilienne de Développement montre que les habitants ont participé par la formation, l'identification des besoins et la conception.

Dans le cas de Katanga, les habitants ont été formés pour la mobilisation, la gestion et l'entretien des ouvrages.

### **Conclusion**

La présente étude a pour objectif d'expliquer les différentes formes de participation des habitants de Katanga dans leur processus de développement. L'analyse des données quantitatives et qualitatives collectées auprès des différents acteurs révèle que la réalisation des infrastructures socio sanitaires et la mise en place du dispositif de ramassage des ordures ont connu la participation des habitants à tous les niveaux. En effet, à travers le CDL, une partie de la population a été formée pour sensibiliser et mobiliser la communauté. Ce qui a permis aux habitants de Katanga d'être impliqués dans la rénovation des ouvrages par l'identification des besoins prioritaires, la contribution en main-d'œuvre, la gestion au quotidien et l'entretien des équipements. Il ressort que le développement local est un processus utilisant les initiatives locales au niveau des collectivités comme moteur du développement. En effet, la réussite des transformations sociales intervenues à Katanga s'explique par la mobilisation communautaire basée sur le paradigme de la concertation entre les acteurs locaux, la population et les ONG.

La littérature sur le développement local participatif révèle une certaine similarité entre l'approche de développement mise en œuvre par les habitants de Katanga et celle adoptée par les populations d'autres bidonvilles des pays en développement. Il ressort tout simplement que le développement communautaire a une forte chance de réussir s'il se fonde sur des structures locales et l'appropriation des techniques de mobilisation sociale.

## Références bibliographies

- AMEUR Mohamed, 2000, « Les associations de quartier en milieu urbain », *Gouvernance et sociétés civiles : les mutations urbaines*, Éditions Afrique-Orient.
- CHAUVEAU Jean-Pierre et LAVIGNE-DELVILLE Philippe, 2013, « Développement participatif », *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation. URL: <http://www.dicopart.fr/es/dico/developpement-participatif>.
- COHEN John et UPHOFF Norman, 1980, "Participation's Place in Rural Development: Seeking Clarity through Specificity", *World Development*, 8: p. 213-235.
- DAVIS Mike, 2006, *Le pire des mondes possibles : de l'explosion urbaine au bidonville global*. (trad. Jacques Mailhos), Paris, La Découverte.
- DEL COURT Laurent, 2007, *Explosion urbaine et mondialisation : Points de vue du Sud*. Vol. XIV, Coll. Alternatives Sud, Edition CETRI, Syllepse.
- DENIEUIL Pierre-Noel et LAROUCSI Houa, 2005, *Développement social local et la question des territoires*, Paris, L'Harmattan.
- DURAND-LASSERVE Alain, 1986, *L'exclusion des pauvres dans les villes du Tiers-monde*. Paris, L'Harmattan.
- DURKHEIM Emile, 2004, *De la division du travail social*. Coll. Les grands textes, Paris, PUF.
- FAVREAU Louis, 2008 « Villa el Salvador : économie solidaire, développement local et co-production de services dans un bidonville », in *Produire de la richesse autrement : usines récupérées, coopératives, micro-finance, ... les révolutions silencieuses*, Publi CETIM n°31, Genève.
- FAVREAU Louis et FRECHETTE Lucie, 2002, « Développement local, économie solidaire et coopération internationale aujourd'hui : l'expérience latino-américaine » *Nouvelles pratiques sociales*, Vol 15, numéro 1, p. 40-57.
- FAVREAU Louis et FRECHETTE Lucie, 1991, « L'organisation communautaire avec des communautés locales en Amérique latine » *Théorie et pratiques en organisation communautaire* sous la dir. de L. Doucet et L. Favreau, Ste-Foy, PUQ.
- FRECHETTE Lucie, 1997, *Les cuisines collectives du Pérou: un itinéraire de 20 ans*. Cahier du GÉRIS, série Pratiques sociales, no 4. GERIS/UQAH.

- FRECHETTE Lucie et FAVREAU Louis (1993), « Intervention psychosociale et communautaire en milieu défavorisé. Une expérience de coopération internationale au Pérou », in *Revue canadienne de travail social*, vol 10, no 1, p. 56-73.
- GUEYI Zagocky Euloge, GROGUHE Yogblo Armand et KONE Issaka, 2015, « Accès aux soins et gouvernance de la santé publique en Côte d'Ivoire : La méthode participative en prévention des violences en milieu hospitalier », *Echanges, revue de philosophie, littérature et sciences humaines*. Vol 2, n° 005, p. 564-588.
- HOUILLIER Salomé, 2013, *Les bidonvilles en Inde : un modèle d'habitat urbain alternatif. Cas de Chennai, Tamil Nadu*. Rapport de recherche. Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne.
- KALIFA Dominique, 2013, *Les Bas-Fonds. Histoire d'un imaginaire*, Paris, Seuil.
- LAROUCSI Houda, 2009, *Micro-crédit et lien social en Tunisie. La solidarité instituée*. Paris, Karthala.
- MENDRAS Henri et FORSE Michel, 1983, *Le changement social*, Paris, Armand Colin.
- NAVEZ-BOUCHANINE Françoise, 2003, « Les chemins tortueux de la démocratisation des projets en bidonville », *Espaces et Sociétés*, 112, numéro spécial *Ville et démocratie*.
- NAVEZ-BOUCHANINE Françoise, 2007, « Évolution de la politique urbaine et résorption des bidonvilles au Maroc : Succès et avatars de la « maîtrise d'ouvrage sociale » », *Revue internationale des sciences sociales* 3/2007 (n° 193-194), p. 403-426.
- UN-Habitat, 2003, *The Challenge of Slums, Global Report on Human Settlements*, United Nations Human Settlements Programme, Earthscan Publications, Londres.
- SPIRE Amandine, 2009, « Invisibilité et identification marginale à la ville: les paradoxes d'un quartier à forte représentation immigrée à Lomé (Togo) », *E-migrinter*, n°4, 2009, p.78-89.